

# Dès maintenant !

par Serge Halimi



Dhruvi Acharya. – « Reasoning » (Raisonnement), 2015

Une fois cette tragédie surmontée, tout recommencera-t-il comme avant ? Depuis trente ans, chaque crise a nourri l'espérance déraisonnable d'un retour à la raison, d'une prise de conscience, d'un coup d'arrêt. On a cru au confinement puis à l'inversion d'une dynamique sociopolitique dont chacun aurait enfin mesuré les impasses et les menaces (1). La débandade boursière de 1987 allait contenir la flambée des privatisations ; les crises financières de 1997 et de 2007-2008, faire tituber la mondialisation heureuse. Ce ne fut pas le cas.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont à leur tour suscité des réflexions critiques sur l'hubris américaine et des interrogations désolées du type : « Pourquoi nous détestent-ils ? » Cela n'a pas duré non plus. Car, même quand il chemine dans le bon sens, le mouvement des idées ne suffit jamais à dégoupiller les machines infernales. Il faut toujours que des mains s'en mêlent. Et mieux vaut alors ne pas dépendre de celles des gouvernants responsables de la catastrophe, même si ces pyromanes savent minauder, faire la part du feu, prétendre qu'ils ont changé. Surtout quand — comme la nôtre — leur vie est en danger.

La plupart d'entre nous n'avons connu directement ni guerre, ni coup d'État militaire, ni couvre-feu. Or, fin mars, près de trois milliards d'habitants étaient déjà confinés, souvent dans des conditions éprouvantes ; la plupart n'étaient pas des écrivains observant le camélia en fleur autour de leur maison de campagne. Quoi qu'il advienne dans les prochaines semaines, la crise du coronavirus aura constitué la première angoisse planétaire de nos existences : cela ne s'oublie pas. Les responsables politiques sont contraints d'en tenir compte, au moins partiellement (*lire « [Jusqu'à la prochaine fin du monde...](#) »*).

L'Union européenne vient donc d'annoncer la « *suspension générale* » de ses règles budgétaires ; le président Emmanuel Macron diffère une réforme des retraites qui aurait pénalisé le personnel hospitalier ; le Congrès des États-Unis envoie un chèque de 1 200 dollars à la plupart des Américains. Mais déjà, il y a un peu plus de dix ans, pour sauver leur système en détresse, les libéraux avaient accepté une hausse spectaculaire de l'endettement, une relance budgétaire, la nationalisation des banques, le rétablissement partiel du contrôle des capitaux. Ensuite, l'austérité leur avait permis de reprendre ce qu'ils avaient lâché dans un sauve-qui-peut général. Et même de réaliser quelques « avancées » : les salariés travailleraient plus, plus longtemps, dans des conditions de précarité accrues ; les « investisseurs » et les rentiers paieraient moins d'impôts. De ce retournement, les Grecs ont payé le plus lourd tribut lorsque leurs hôpitaux publics, en situation de détresse financière et à court de médicaments, observèrent le retour de maladies qu'on croyait disparues.

Ainsi, ce qui au départ laisse croire à un chemin de Damas pourrait déboucher sur une « stratégie du choc ». En 2001, déjà, dans l'heure qui suivit l'attentat contre le World Trade Center, la conseillère d'un ministre britannique avait expédié ce message à des hauts fonctionnaires de son ministère : « *C'est un très bon jour pour faire ressortir et passer en douce toutes les mesures que nous devons prendre.* »

Elle ne pensait pas forcément aux restrictions continues qui seraient apportées aux libertés publiques au prétexte du combat contre le terrorisme, moins encore à la guerre d'Irak et aux désastres sans nombre que cette décision anglo-américaine allait provoquer. Mais une vingtaine d'années plus tard, il n'est pas nécessaire d'être poète ou prophète pour imaginer la « stratégie du choc » qui se dessine.

Corollaire du « Restez chez vous » et de la « distanciation », l'ensemble de nos sociabilités risquent d'être bouleversées par la numérisation accélérée de nos sociétés. L'urgence sanitaire rendra encore plus pressante, ou totalement caduque, la question de savoir s'il est encore possible de vivre sans Internet (2). Chacun doit déjà détenir des papiers d'identité sur lui ; bientôt, un téléphone portable sera non seulement utile, mais requis à des fins de contrôle. Et, puisque les pièces de monnaie et les billets constituent une source potentielle de contamination, les cartes bancaires, devenues garantie de santé publique, permettront que chaque achat soit répertorié, enregistré, archivé. « Crédit social » à la chinoise ou « capitalisme de surveillance », le recul historique du droit inaliénable de ne pas laisser trace de son passage quand on ne transgresse aucune loi s'installe dans nos esprits et dans nos vies sans rencontrer d'autre réaction qu'une sidération immature. Avant le coronavirus, il était déjà devenu impossible de prendre un train sans décliner son état-civil ; utiliser en ligne son compte en banque imposait de faire connaître son numéro de téléphone portable ; se promener garantissait qu'on était filmé. Avec la crise sanitaire, un nouveau pas est franchi. À Paris, des drones surveillent les zones interdites d'accès ; en Corée du Sud, des capteurs alertent les autorités quand la température d'un habitant présente un danger pour la collectivité ; en Pologne, les habitants doivent choisir entre l'installation d'une application de vérification de confinement sur leur portable et des visites inopinées de la police à leur domicile (3). Par temps de catastrophe, de tels dispositifs de surveillance sont plébiscités. Mais ils survivent toujours aux urgences qui les ont enfantés.

Les bouleversements économiques qui se dessinent consolident eux aussi un univers où les libertés se resserrent. Pour éviter toute contamination, des millions de commerces alimentaires, de cafés, de cinémas, de libraires ont fermé dans le monde entier. Ils ne

disposent pas de service de livraison à domicile et n'ont pas la chance de vendre des contenus virtuels. La crise passée, combien d'entre eux rouvriront, et dans quel état ? Les affaires seront plus souriantes en revanche pour des géants de la distribution comme Amazon, qui s'apprête à créer des centaines de milliers d'emplois de chauffeur et de manutentionnaire, ou Walmart, qui annonce le recrutement supplémentaire de 150 000 « associés ». Or qui mieux qu'eux connaît nos goûts et nos choix ? En ce sens, la crise du coronavirus pourrait constituer une répétition générale qui préfigure la dissolution des derniers foyers de résistance au capitalisme numérique et à l'avènement d'une société sans contact (4).

À moins que... À moins que des voix, des gestes, des partis, des peuples, des États ne perturbent ce scénario écrit d'avance. Il est courant d'entendre : « La politique, ça ne me concerne pas. » Jusqu'au jour où chacun comprend que ce sont des choix politiques qui ont obligé des médecins à trier les malades qu'ils vont tenter de sauver et ceux qu'ils doivent sacrifier. Nous y sommes. La chose est encore plus vraie dans les pays d'Europe centrale, des Balkans ou d'Afrique qui, depuis des années, ont vu leur personnel soignant émigrer vers des contrées moins menacées ou des emplois plus rémunérateurs. Il ne s'agissait pas, là non plus, de choix dictés par les lois de la nature. Aujourd'hui, sans doute, on le comprend mieux. Le confinement, c'est aussi un moment où chacun s'arrête et réfléchit...

Avec le souci d'agir. Dès maintenant. Car, contrairement à ce que le président français a suggéré, il ne s'agit plus d'« *interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde* ». La réponse est connue : il faut en changer. Dès maintenant. Et puisque « *déléguer notre protection à d'autres est une folie* », alors cessons de subir des dépendances stratégiques pour préserver un « marché libre et non faussé ». M. Macron a annoncé des « *décisions de rupture* ». Mais il ne prendra jamais celles qui s'imposent. Non pas seulement la suspension provisoire, mais la dénonciation définitive des traités européens et des accords de libre-échange qui ont sacrifié les souverainetés nationales et érigé la concurrence en valeur absolue. Dès maintenant.

Chacun sait dorénavant ce qu'il en coûte de confier à des chaînes d'approvisionnement étirées à travers le monde et opérant sans stocks le soin de fournir à un pays en détresse les millions de masques sanitaires et produits pharmaceutiques dont dépend la vie de ses malades, de son personnel hospitalier, de ses livreurs, de ses caissières. Chacun sait aussi ce qu'il en coûte à la planète d'avoir subi les déforestations, les délocalisations, l'accumulation des déchets, la mobilité permanente — Paris accueille chaque année trente-huit millions de touristes, soit plus de dix-sept fois son nombre d'habitants, et la municipalité s'en réjouit...

Désormais, le protectionnisme, l'écologie, la justice sociale et la santé ont partie liée. Ils constituent les éléments-clés d'une coalition politique anticapitaliste assez puissante pour imposer, dès maintenant, un programme de rupture.

Serge Halimi

(1) Lire « [Le naufrage des dogmes libéraux](#) » et Frédéric Lordon, « [Le jour où Wall Street est devenu socialiste](#) », *Le Monde diplomatique*, respectivement octobre 1998 et octobre 2008.

(2) Lire Julien Brygo, « [Peut-on encore vivre sans Internet ?](#) », *Le Monde diplomatique*, août 2019.

(3) Cf. Samuel Kahn, « [Les Polonais en quarantaine doivent se prendre en selfie pour prouver qu'ils sont chez eux](#) », *Le Figaro*, Paris, 24 mars 2020.

(4) Cf. Craig Timberg, Drew Harwell, Laura Reiley et Abha Bhattarai, « [The new coronavirus economy : A gigantic experiment reshaping how we work and live](#) », *The Washington Post*, 22 mars 2020. Lire aussi Eric Klinenberg, « [Facebook contre les lieux publics](#) », *Le Monde diplomatique*, avril 2019.